



**MINISTÈRE  
DE L'ÉDUCATION  
NATIONALE,  
DE LA JEUNESSE  
ET DES SPORTS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **Valéry Giscard d'Estaing (1926-2020) dans l'histoire de la France et de l'Europe**

La disparition du président Valéry Giscard d'Estaing est un événement majeur, qui permet aux enseignants d'histoire-géographie d'aborder plusieurs points majeurs des programmes du collège et du lycée.

A travers le rôle d'un acteur historique important, on peut éclairer plusieurs périodes décisives : les années 1960, le « tournant social, politique et culturel » de la France de 1974 à 1988, pour reprendre le titre d'un des chapitres du programme de terminale de la voie générale, comme plusieurs thèmes majeurs explorés en classe de troisième et dans les programmes des terminales générale, technologique et professionnelle : l'évolution de la V<sup>e</sup> République, celle de la société française, avec la place des femmes et celle de la jeunesse, la construction européenne... La contribution du président Valéry Giscard d'Estaing à l'évolution institutionnelle et législative française intéresse également l'enseignement moral et civique.

### **Un héritage, un engagement : un homme têt mêlé aux affaires publiques (1926-1962)**

Valéry Giscard d'Estaing est le fils d'un haut fonctionnaire français et le petit-fils du député Jacques Bardoux (dont le père Agénor était lui-même parlementaire), qui lui ouvrira la carrière politique. Mais son engagement est bien antérieur : à 18 ans, il s'est engagé dans la Première armée française, sous les ordres du général de Lattre de Tassigny et se bat en 1944 et 1945 contre l'Allemagne nazie. Polytechnicien, il rejoint en 1948 la nouvelle École nationale d'administration. Il est élu député du Puy-de-Dôme en 1956. Il est alors membre du Centre national des indépendants et paysans (CNIP), une formation de la droite républicaine dont la figure la plus connue est Antoine Pinay. Quand ce dernier devient ministre des Finances et des Affaires économiques en 1959, dans la nouvelle V<sup>e</sup> République, Valéry Giscard d'Estaing est son secrétaire d'Etat aux finances et connaît ainsi sa première expérience gouvernementale.

### **Un modéré au temps du pouvoir gaulliste (1962-1974)**

Le CNIP se sépare des gaullistes sur deux enjeux majeurs : le maintien de l'Algérie française et la réforme de 1962 qui institue l'élection du président de la République au suffrage universel direct. Valéry Giscard d'Estaing, devenu en janvier 1962 ministre des Finances et des affaires économiques, mène une scission du CNIP qui aboutit à la fondation du mouvement des républicains indépendants, des modérés qui demeurent alliés au gaullisme.

Il reste ministre des Finances jusqu'en 1966, défendant l'équilibre des finances publiques : il présente en 1965 un budget en excédent, et voudrait qu'une loi organique prescrive l'équilibre budgétaire. Il veut lutter contre l'inflation et étend la TVA aux biens de consommation. Hors du gouvernement de 1966 à 1969, il marque sa différence par rapport au général de Gaulle : il s'affirme plus européen que le président, dénonce « l'exercice solitaire du pouvoir » et refuse de voter « oui » au référendum de 1969, dont l'échec entraîne le départ du pouvoir du Général. Son soutien à Georges Pompidou à l'élection présidentielle de 1969 lui vaut cependant de redevenir ministre de l'Economie et des finances.

Quand la mort du président Pompidou entraîne une nouvelle élection présidentielle en 1974, Valéry Giscard d'Estaing, s'il est un « jeune » candidat (48 ans), n'est pas un inconnu : il a tenu pendant près de dix ans au total les finances du pays, et il a derrière lui une formation politique. Mais il profite aussi de la division des gaullistes à propos de la candidature de l'ancien Premier ministre Jacques Chaban-Delmas, et mène une campagne « à l'américaine », personnalisée, mobilisant des artistes, misant sur son image d'homme jeune et sportif, avec une prestation réussie lors du premier débat télévisé de l'entre-deux-tours face à François Mitterrand.

### **Des réformes ambitieuses en France...**

Après l'ébranlement de mai 1968 qui remettait en cause les hiérarchies traditionnelles, le premier ministre Jacques Chaban-Delmas appelait déjà à une nouvelle société. Premier président non gaulliste de la V<sup>e</sup> République, Valéry Giscard d'Estaing lance avec le gouvernement Chirac, de 1974 à 1976, d'ambitieuses réformes de société.

Françoise Giroud, célèbre journaliste de *L'Express* devient secrétaire d'État chargée de la condition féminine, tandis que Simone Veil devient ministre de la Santé. Une réponse est alors donnée aux revendications des mouvements féministes. Le 15 janvier 1975, l'interruption volontaire de grossesse (IVG) est légalisée, tandis que le divorce par consentement mutuel est instauré le 11 juillet 1975.

Dès le 5 juillet 1974, l'âge de la majorité légale est abaissé de 21 à 18 ans, ce qui augmente le corps électoral. La réforme Haby, du nom du ministre de l'Éducation, prévoit le 11 juillet 1975 la mise en place du collège unique. Le décret du 29 avril 1976 autorise sous certaines conditions le regroupement familial pour les travailleurs immigrés.

Le nouveau président entend également apaiser le débat politique ; dès 1974, il démantèle l'ORTF (Office de radiodiffusion-télévision française), accusé régulièrement d'être un moyen de contrôle du pouvoir politique sur les télévisions et radios publiques. Le Conseil constitutionnel, qui s'est érigé en 1971 non seulement en gardien de la Constitution, mais aussi des principes fondamentaux garantis par les lois de la République, peut désormais être saisi par l'opposition grâce à la loi constitutionnelle du 29 octobre 1974.

### **... qui ne surmontent pas les clivages politiques et se heurtent à la crise économique...**

Si ces réformes sont appelées à durer, elles ne changent pas la donne politique : la majorité du centre et de droite est fortement divisée (ce dont témoigne et ce qu'amplifie la démission du Premier ministre Jacques Chirac en 1976), tandis que la gauche est soudée depuis 1972 autour d'un programme commun de gouvernement, est passée très près de la victoire en 1974 et demeure électoralement unie après la rupture de celui-ci en 1978.

Le pouvoir est fragilisé par les crises économiques. Les conséquences du premier « choc pétrolier » de 1973 ont entraîné un tournant en 1976, le Premier ministre Raymond Barre se consacrant à la lutte contre la crise et l'inflation, avec des mesures « d'austérité » qui peuvent être impopulaires. Le second « choc pétrolier » de 1979 tend encore la situation. La France passe le cap du million de chômeurs. Sur la fin de son septennat, son image est entachée par la révélation de l'affaire « des diamants », que Jean-Bedel Bokassa, alors président de la République centrafricaine, lui avait offert au début des années 1970 alors qu'il était ministre. En mai 1981, c'est l'alternance, avec la victoire de François Mitterrand.

### **... mais s'accompagnent d'une politique européenne décisive**

La construction européenne est depuis longtemps une préoccupation de Valéry Giscard d'Estaing quand il arrive au pouvoir suprême en mai 1974. Ce mois de mai voit, en République fédérale d'Allemagne, l'arrivée à la tête du gouvernement d'Helmut Schmidt. Le libéral réformateur français et le social-démocrate ouest-allemand vont travailler ensemble et nouer une véritable amitié, qui sera déterminante pour les avancées de la construction européenne.

Le président Giscard d'Estaing a été partisan d'une Europe fédérale dans sa jeunesse (Jean Monnet est une des figures qu'il admirait le plus), il ne l'est plus en 1974. Il ne s'est pas non plus rallié à une stricte « Europe des nations », comme Charles de Gaulle l'envisageait. Il est partisan d'une voie médiane, qui combine les deux logiques, et peut aboutir à une monnaie commune. Il estime que c'est par la concertation entre les gouvernements que l'Europe peut avancer et se développer, et non uniquement par les institutions européennes déjà existantes.

Cette voie médiane du couple franco-allemand se traduit par deux innovations fondamentales : la création en décembre 1974 du Conseil européen rassemblant les chefs d'Etat et/ou de gouvernement, qui doit se réunir régulièrement, et l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen, décidée en 1976 et concrétisée en 1979.

Partisan de longue date d'une union économique et monétaire, le président Valéry Giscard d'Estaing joue un rôle fondamental, en collaboration avec Helmut Schmidt, dans la mise en place en 1979 du système monétaire européen (succédant au « serpent monétaire européen ») qui vise à limiter les fluctuations entre les monnaies des États membres de la Communauté économique européenne, ainsi que dans celle de l'ECU, une monnaie de compte européenne en laquelle on peut voir un ancêtre de l'euro.

L'ambition européenne des dirigeants français est demeurée par-delà l'alternance de 1981. Député européen de 1989 à 1999, puis à la tête de la Convention sur l'avenir de l'Europe qui doit préparer à partir de 2001 le « traité constitutionnel » de l'Union européenne, Valéry Giscard d'Estaing, du fait du rejet du traité par référendum en 2005, n'a pas pu connaître le couronnement de son engagement européen. Il n'empêche que l'Union européenne, telle qu'elle est aujourd'hui défendue ou remise en question, a été profondément structurée par son action.